

Initiatives ministérielles

pour le Canada rural, par exemple, Portage la Prairie dans ma province, Port Hardy en Colombie Britannique, et Summerside dans l'île-du-Prince-Édouard.

La réduction des programmes de développement régional est un autre coup porté au Canada rural. Les programmes de développement régional ont déjà subi plusieurs compressions, qui ont durement touché les régions rurales du Canada. Le programme d'assurance-récolte a également été réduit, comme l'a fait remarquer à la Chambre, hier, un de mes collègues. C'est un autre coup dur porté aux agriculteurs canadiens.

Au fond, le gouvernement est en train de faire mourir le Canada rural. S'il se maintient au pouvoir encore longtemps, il ne restera plus rien de nos régions rurales. Ces attaques haineuses contre le Canada rural doivent prendre fin, et le plus tôt sera le mieux!

Hier, le vice-premier ministre a mentionné qu'il était urgent d'adopter ce projet de loi. Il tient à ce que nous l'adoptions à toute vitesse; il veut rétablir le programme afin que les agriculteurs puissent obtenir des avances en espèces. Ils les obtiendront effectivement si le projet de loi est adopté, mais elles ne seront plus exemptes d'intérêts. Les agriculteurs devront payer des intérêts.

Mais comment se fait-il que cette question soit urgente? Premièrement, les agriculteurs n'ont pas demandé que le programme soit précipitamment suspendu, sans aucun préavis. C'est pourtant ce qui s'est produit. À la suite des dispositions du budget déposé le printemps dernier le sort du programme est devenu incertain. Les agriculteurs n'ont pas su à quoi s'en tenir pendant les dernières semaines du printemps, ni cet été. Même encore aujourd'hui, à l'automne, ils ne savent pas ce qui les attend. Et l'hiver qui est à nos portes. Les céréales sont entreposées dans les trémies. Les agriculteurs ont des factures à payer et le gouvernement hésite toujours.

Et c'est ce même gouvernement qui nous presse d'adopter le projet de loi, comme s'il y avait une crise. Qui en est responsable? Ce ne sont certainement pas les agriculteurs du Canada, ni les députés de ce côté-ci de la Chambre. Ce sont les gens d'en face. Ce sont eux qui doivent en assumer la responsabilité.

En guise de conclusion, je voudrais ajouter que le programme doit, à mon avis, être remanié. Il doit être

modifié. De toute évidence, le gouvernement a procédé sans consulter les organisations agricoles pour découvrir la meilleure façon de protéger les intérêts des agriculteurs. S'il l'avait fait, les agriculteurs du Canada lui aurait recommandé de ne pas toucher au programme car il était en vigueur en depuis 30 ans et il avait fait ses preuves. Il y a plein d'avenues à prendre pour épargner de l'argent et combattre le déficit. Pas besoin de sacrifier un programme qui sert bien les agriculteurs et le pays tout entier.

Le but de ma requête est de faire retirer le projet de loi et d'en faire préparer un nouveau. Recommencez tout et ramenez-nous une mesure sensée qui aidera les agriculteurs et, finalement, le pays et tous les Canadiens.

Mme Finestone: Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour son discours très intéressant que j'ai écouté l'autre jour. J'entends dire aujourd'hui aussi que les agriculteurs sont victimes une fois de plus de la politique à courte vue du gouvernement.

Mon collègue a-t-il l'impression que, fondamentalement, le gouvernement déclare qu'il n'y a rien de sacré dans notre société, que le seul critère est la rentabilité? Établir le budget en fonction du bénéfice net est le grand objectif. Les liens exceptionnels qui nous unissent dans un pays dont la géographie diffère de toute autre dans le monde pèsent pour rien dans la balance. On fait sauter l'infrastructure du bon système de transport de VIA Rail. On a privatisé Air Canada et Téléglobe. Vous proposez maintenant ce changement qui concerne les agriculteurs. Les agriculteurs à qui mon collègue a parlé partagent-ils l'avis des conservateurs et croient-ils que le bénéfice net soit la seule chose sacrée qui reste?

M. Harvard: Monsieur le Président, je remercie ma collègue parce que ses questions montrent qu'elle sait exactement ce que le gouvernement est en train de faire. Le fait est qu'il n'y a rien de sacré dans notre pays. Rien au Canada n'est sacré pour le gouvernement actuel. Il veut opérer une sorte de révolution sans consulter les Canadiens. Les conservateurs n'ont pas dit pendant la campagne électorale qu'ils allaient fermer VIA Rail à moitié, et nous savons tous que si cela se produit, le reste du service s'effondrera rapidement. Non seulement les conservateurs ne s'intéressent qu'au bénéfice net, mais ils semblent s'acharner à copier le grand modèle américain.